

## Déclaration au CSA-SD du 5 septembre 2024

Mesdames et Messieurs les membres du Comité Social Administratif,

Cette rentrée se fait dans des conditions d'une gravité inédite.

Alors que la politique du président Macron et de son gouvernement a été désavouée aux élections européennes et législatives, les ministres « démissionnaires » poursuivent la « gestion des affaires courantes », soit plus de 1160 décrets, arrêtés et textes réglementaires publiés pendant l'été, à commencer par les décrets sur la « loi immigration », à laquelle FO continue de s'opposer.

Presque deux mois après les élections, le président Macron refuse de prendre en compte le rejet qui s'est exprimé dans les urnes : il n'a toujours pas nommé de gouvernement pour ne surtout pas défaire ses contre-réformes et continuer de dérouler ses attaques contre nos acquis sociaux. C'est au nom de ces « affaires courantes » que Messieurs Attal et Le Maire préparent un budget d'austérité de près de 10 milliards d'euros d'économies qui s'ajoutent aux mesures imposées par décret en début d'année 2024, alors que la situation des services publics est catastrophique, comme les drames qui ont eu lieu dans les hôpitaux cet été l'ont prouvé.

C'est au nom de ces « affaires courantes » que l'ex-ministre Belloubet a tenu sa conférence de presse de rentrée il y a une semaine, comme si de rien n'était. Elle maintient toutes les mesures qui ont été combattues par les personnels, par les parents d'élèves, comme le « choc des savoirs ». Alors qu'il n'y a plus de gouvernement, que sa politique a été rejetée par la majorité dans les urnes, la rentrée se déroule à l'aune des contre-réformes et de l'austérité décidée par cet ex-gouvernement : des postes sont encore-non pourvus, notamment en SES ou à la vie scolaire. Les mi-temps de certains collègues ne sont pas compensés. Les groupes du "choc des savoirs" désorganisent les emplois du temps des élèves et des enseignants. Dans le premier degré, c'est le maintien des 650 postes supprimés, dont 30 pour le département, avec 64 classes fermées.

La FNEC FP-FO ne l'accepte pas. L'exécutif doit répondre aux revendications des personnels, notamment :

- L'annulation de toutes les fermetures de postes, les ouvertures à hauteur des besoins, le recrutement de personnels sous statut (les Inéat notamment qui attendent de pouvoir rentrer dans le département). FO demande la réouverture du 7<sup>ème</sup> poste à l'école Jacquard, réouverture du 3<sup>ème</sup> poste bilingue à Plounéour Ménez, ainsi que la réouverture du 5<sup>ème</sup> poste bilingue à Guipavas
- L'abandon de toutes les contre-réformes, de la loi Rilhac aux évaluations d'école, en passant par les mesures du « chocs des savoirs », le SNU, Parcoursup...
- Le respect du Statut, des missions et de la liberté pédagogique des personnels,
- L'augmentation immédiate et sans contrepartie de 10% de la valeur du point d'indice et l'ouverture de négociations pour rattraper la perte de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires depuis 2000 (28,5%) et pour refondre les grilles.
- L'abrogation de la réforme des retraites.
- Le retour à 4 jours sur 36 semaines pour toutes les écoles du département.

La FNEC FP-FO soutient tous ses syndicats et tous les personnels qui décideront de se joindre aux mobilisations, y compris le 7 septembre, pour faire valoir leurs revendications. Elle appelle à mettre en discussion dès maintenant les moyens d'action pour obtenir satisfaction des revendications.

Je vous remercie pour votre écoute.